

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / p.2 : Quelques pistes de lecture / p.3 à 5 : Place au débat : Les enjeux Sécurité sociale / p.5 : Avez-vous remarqué ? : relocalisations, fermetures d'entreprise / p.6 : Brèves sociales / p.7 : Coup de gueule : Monsieur Macron maquille sa capitulation sur le Mercosur / p.7 : Flash

EDITO

En ce début décembre il est temps de faire un petit retour en arrière sur l'année qui est en train de s'écouler. Des suites de la démission de Barnier à l'incertitude qui règne autour de Sébastien Lecornu l'année 2025 aura été riche en événements politiques. Bayrou après s'être imposé comme premier ministre n'aura pas réussi à durer plus que quelques mois. Que retiendra-t-on de son passage éphémère à Matignon ? Pas grand-chose sinon peut-être l'affaire Bétharram, cette école religieuse où pendant des années des élèves ont été victimes de violence, voire de viols sans que les responsables politiques se décident à prendre les mesures qui s'imposaient. Bayrou parti, Macron a nommé son clone, Lecornu, faisant à nouveau fi du résultat des élections législatives de juin 2024. Pour quel résultat ? Certes en annonçant qu'il renonçait à utiliser l'article 49-3 de la constitution pour le vote du budget, Lecornu est parvenu à éviter une première censure et à permettre une discussion à l'Assemblée nationale et au sénat sur le budget et de la loi de programmation de la Sécurité sociale. Pour autant il n'est pas tiré d'affaire. A l'heure où j'écris ces lignes, bien malin qui peut dire si un budget sera voté avec la suspension de la réforme des retraites ou si le gouvernement sera contraint de recourir à une loi spéciale, à des ordonnances voire à l'utilisation du 49-3. Pendant ce temps nos compatriotes ont toujours autant de mal à boucler leurs fins de mois. Depuis l'arrivée

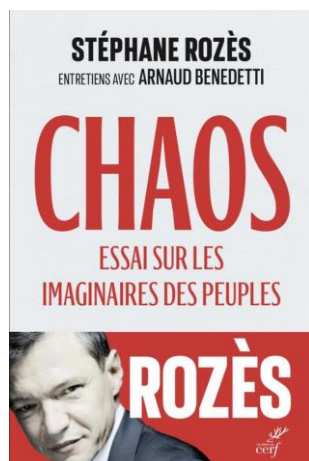
de Macron le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté n'a cessé d'augmenter tandis que les fortunes des plus riches et des actionnaires se sont considérablement accrues. Sur le plan international, si un précaire cessez-le-feu a été imposé à Gaza, la guerre fait toujours rage en Ukraine et les pourparlers pour faire taire canons et drones semblent s'enliser dans des discussions sans fin. Pendant ce temps le bilan de Trump après près d'un an de pouvoir apparaît bien différent de ce qu'espéraient les Américains qui l'ont élu. Loin d'augmenter leur pouvoir d'achat diminue et le chômage augmente. A cela s'ajoute une chasse aux sorcières contre les immigrés qu'ils soient ou non en situation irrégulière. Plus préoccupant peut-être, les attaques contre les magistrats, les journalistes et ses adversaires politiques. Sans compter ses diatribes contre les dirigeants d'autres pays qui ne partagent pas ses vues et ses tentatives d'immixtion dans les élections des autres états. Je ne voudrais pas terminer cet éditto sans me réjouir du vote intervenu à l'Assemblée nationale pour demander la nationalisation d'Arcelor Mittal au moment où l'acier français et européen traverse une grave crise du fait de la concurrence des pays asiatiques et des taxes imposées par les USA. Enfin je vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année à toutes et tous.

Pierre KERDRAON

QUELQUES PISTES DE LECTURE

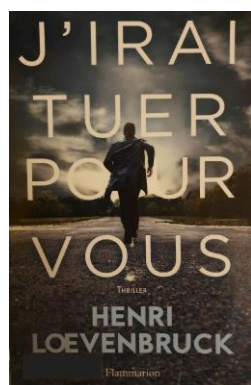
Bientôt les fêtes de fin d'année et la période des cadeaux !

Nous avons remarqué pour vous ces 4 livres (2 essais, 1 ouvrage collectif, 1 roman) :



Le Président Macron avait annoncé en janvier vouloir « mobiliser l'imaginaire des français ». Cet imaginaire est projectif et universaliste. Il requiert que notre dispute politique commune construise l'avenir.

La maîtrise de notre destin, la souveraineté nationale, en est la condition. Or elle est contournée par l'Union européenne dont le sommet de l'État et Emmanuel Macron sont les relais se retournant ainsi contre la nation, son imaginaire, ses intérêts et la réalité de l'idée républicaine. Cela explique notre dépression morale, décomposition politique, effondrement économique et fragilisation sociale. Un Récit sur l'imaginaire des français ce n'est pas un exercice de communication, ce n'est pas dire des choses et en même temps faire l'inverse ; c'est partir de ce qu'est la France pour mener des politiques conformes à ce qu'elle est en retrouvant notre souveraineté nationale contournée depuis trois décennies. (Stéphane Rozès, *Chaos. Essai sur les imaginaires des peuples*. Entretien avec Arnaud Benedetti, Cerf, 2022)



Rien à voir avec l'univers habituel des thrillers de l'auteur, une plongée très documentée dans la lutte des services secrets contre le terrorisme islamiste.

(Henri Loevenbruck, *J'irai tuer pour vous*, Flammarion)



« Je suis très heureux d'annoncer la parution d'un ouvrage collectif que j'ai eu l'honneur de diriger, entièrement consacré à Boualem Sansal. Autour de moi, des contributrices et contributeurs passionnés ont uni leurs voix pour rendre hommage à une

écrivain libre, lucide, essentiel.

À quelques jours de sa publication, je voulais simplement partager ma fierté et ma gratitude envers celles et ceux qui ont participé à cette aventure intellectuelle et amicale.

Boualem est libre, et sa parole continue de nous éclairer. Ce livre en est une nouvelle preuve. »

(Kamel Bencheikh, *Il est une fois Boualem Sansal*, Frantz Fanon)



La tradition républicaine semble liée à l'idée nationale. Les Républiques sont des cités (Athènes, Rome à ses débuts, Florence, Pise, Lucques) ou des nations fières de leur spécificité nationale (les États-Unis, la France). L'égalitarisme républicain suppose une certaine homogénéité des citoyens

qui doivent partager des valeurs, des styles de vie, des références historiques communes. Le républicanisme est universaliste dans son contenu puisqu'il présuppose la capacité des hommes à se diriger eux-mêmes, mais il est national ou patriotique dans sa forme. La dimension de cette « communauté des égaux » peut être très variable mais elle repose toujours sur un fort sentiment d'appartenance.

(Denis Collin, *Revive la République*, Armand Colin, 2005) Flammarion, 2018)

PLACE AU DÉBAT

LES ENJEUX SECURITE SOCIALE

Par Jean Claude Chailley

Au moment où ces lignes sont écrites – 3 décembre – il n’y a aucune majorité pour voter le PLFSS 2026, le budget de la Sécurité sociale. Après l’échec de la Commission mixte paritaire Sénat – Assemblée nationale à trouver un accord, la Commission des affaires sociales de l’Assemblée nationale a rejeté le PLFSS.

Le PLFSS est revenu en séance plénière de l’Assemblée nationale le 2 décembre. Le vote final est prévu le 9.

Une chatte n’y retrouverait pas ses petits :

Pour imposer le PLFSS s’il y a une majorité pour le rejeter, **Hollande – en accord avec Macron dit-on –, en appelle au 49-3. Pourtant Lecornu s’était engagé à ne pas y recourir ... à la demande du PS dont Hollande est député !**

Puis Hollande est rejoint par Retailleau qui en appelle à son tour au 49-3, les médias, Le Figaro, emboîtent le pas.

Difficile d’y voir un affrontement droite – gauche.

Les citoyens assistent impuissants à ce qui apparaît comme un chaos dont ils sont totalement exclus alors que le budget de la Sécu nous concerne toutes et tous « de la naissance à la mort ».

Pourtant ce chaos, sur fond de positionnements pour la présidentielle, masque des choix politiques décisifs pour l’avenir de la Sécurité sociale, de notre modèle social.

Quoiqu’il arrive dans les prochains jours, l’enjeu, c’est l’avenir, et même l’existence de la Sécurité sociale telle qu’elle a été fondée par Ambroise Croizat, perdurera.

MEDEF, droite, extrême droite, tous d’accord contre la Sécu

MEDEF : « la Sécurité sociale de 1945 n’est plus soutenable ».

E Lechypre, éditorialiste économique BFM, 14/11 : « **Arrêter de chouchouter les retraités** ». « On les préserve beaucoup trop ». « 2 points de PIB de plus que l’OCDE » (= 60 Md.) « On les a augmentés généreusement en 2024 et 2025 ». (*Fake news habituelle : juste un rattrapage de l’inflation, avec 1 an de retard, sans le moindre « coup de pouce »*). « On sacrifie les jeunes ».

G Kasparian, député, ex-ministre macroniste: **Le système par répartition est mort. Les 400 Md de retraites c’est monstrueux** BFM 16/11... **Capitalisation.**

F Valletoux, président de la commission des affaires sociales : « nous n’échapperons pas, dans les prochains mois, à un débat fondamental **sur la réinvention de notre modèle social** »

IL FAUT AUGMENTER LES DEPENSES

Le PLFSS, budget de la Sécu, prévoit environ 680 milliards de dépenses en 2026.

Les 2 principaux montants sont la santé / autonomie : environ 300 milliards. Retraites : 300 milliards.

C’est un gros budget et pourtant il y a un large constat qu’il est insuffisant pour répondre aux besoins :

Santé :

- La situation actuelle est insatisfaisante, la population augmente, vieillit, les maladies chroniques croissent (71% de la croissance des dépenses de santé entre 2015 et 2023), les progrès thérapeutiques sont d’autant plus coûteux que nombre de multinationales se gavent sur le dos de la Sécu.

- Beaucoup de mesures ont des effets secondaires coûteux. Par exemple le report de l’âge de la retraite entraîne des dépenses d’invalidité de longue durée. La fermeture d’hôpitaux et maternités de proximité entraîne des dépenses de transport...qu’on dénonce ensuite.

- Le retard dans la prévention au sens large, y compris environnementale, les mauvaises conditions de travail, ...coutent des fortunes.

Retraites

- Depuis Séguin – Balladur il y a eu un recul très important des pensions. 17 millions de retraité.es, contrairement à ce qu’on nous raconte, ont une retraite moyenne proche du SMIC, droit acquis par le versement de cotisations toute leur vie.

- Le nombre de retraité.es augmente, le reste à charge des dépenses de santé croît avec l’âge, avec le vieillissement, le nombre de celles / ceux qui entrent en EHPAD aussi, le tarif des complémentaires flambe, notamment pour les « seniors ».

IL FAUT DONC AUGMENTER LES RECETTES en 2026 et ANNEES SUIVANTES

Et pourtant on nous dit qu’il faut UNE **TRAJECTOIRE DE BAISSSE DES DEPENSES.**

Pourquoi ?

Parce que **d'AUTRES DEPENSES SONT PRIORITAIRES SUR LA SECU** et qu'il faut revenir SOUS 3 % de DEFICIT / PIB :

- 200 milliards d'aides aux entreprises, dont près de 90 milliards d'exonérations et exemptions de cotisations sociales. Le MEDEF, toutes les fédérations patronales, en exigent bien davantage...
- Macron a accepté la demande de Trump d'aller vers 3,5 % de dépenses / PIB, voire 5 %, donc plus de 100 milliards par an (budget défense et participation aux dépenses de l'OTAN qui flambent avec l'achat d'armement aux Etats Unis).

Sophie Binet (congrès de l'Ugict) « Alors que depuis les années 70 nous avons réussi à imposer une dynamique de désarmement, nous assistons à un immense hold up : non seulement une part de plus en plus importante des richesses échappent à l'impôt et à la cotisation mais celles qui sont socialisées sont réorientées du financement des services publics vers celui des armements. Ce n'est pas pour cela que nous payons des impôts ! **Nous refusons que l'on ferme des lits dans les hôpitaux pour construire des canons !** »

- Ces 300 milliards de dépenses (10 points de PIB) vont alourdir la charge de la DETTE qui va vers 100 milliards par an (Cour des comptes).

On atteint un tel niveau que le général Mandon appelle aux sacrifices, que d'autres en appellent à mi-voix à la « tronçonneuse »

Ce sont d'énormes dépenses, considérablement augmentées par Macron, pour quel résultat ?

Qu'il y ait un déficit ne serait pas un problème si c'était pour des investissements porteurs d'avenir. Ils « avaleraient » la dette.

Ce n'est pas le cas. La politique de l'offre débutée par Hollande, poursuivie par Macron, est un désastre, sauf pour les grandes fortunes.

Les aides aux entreprises non seulement n'ont pas été consacrées au renforcement industriel, mais aux délocalisations, à l'accroissement des dividendes.

La croissance prévue pour 2026 et années suivantes est très faible

➔ **Pour revenir à 3%, dans le cadre de cette politique, il leur faut une trajectoire d'économies, évaluée à 100 ou 150 ou 180 milliards, sur les services publics et la protection sociale.**

Comme cette politique aurait un effet récessif, c'est une austérité sans fin qui est en jeu.

➔ **La Sécu ayant un budget de près de 700 milliards, qui échappe aux marchés, c'est sur elle qu'ils veulent frapper, et notamment les retraites.**

LEUR STRATEGIE

- **Immédiatement c'est les économies sur le PLFSS 2026.**

Le chaos donne l'impression de désaccords entre les différentes composantes du bloc central, le RN,... C'est une impression fautive. Sur le fond tous sont d'accord contre la Sécu, pour baisser massivement les cotisations sociales (le salaire), couper sur les budgets, augmenter les restes à charge, mais ils font attention à ce qui pourrait leur faire perdre des millions de voix à la présidentielle. Donc ils manœuvrent.

- **C'est aussi les réformes systémiques, dont on parle moins. Tous sont d'accord que « la Sécurité sociale de 1945 n'est plus soutenable », qu'il faut une réforme de fond.**

Ainsi les branches maladie, famille, autonomie, ne devraient plus avoir de cotisations sociales. « Rapprocher le salaire net du salaire brut disent les macronistes, LR, Horizon, RN... »

RETRAITES

- Dans l'immédiat le PLFSS c'était un gel des retraites et une sous indexation ensuite, remettant en cause le code de la Sécurité sociale.

Ça fait débat bien évidemment. Le Sénat a donc proposé de revaloriser les pensions de l'inflation jusqu'à 1400 €. Maintenant on sait ce qu'est un retraité « aisé », c'est à partir de 1401 € / mois !

- **Systémique : JP Farandou, ministre du travail et des solidarités : « la sécurité sociale est au cœur du pacte qui nous unit en tant que nation, mais leur ampleur pose un problème de soutenabilité à long terme. Le système est menacé. Il est déséquilibré dans ses fondements mêmes.**

Les seules pensions de retraite, dont le financement repose très largement sur la ponction des revenus du travail, représentent une dépense de 14 points de PIB, C'est 2 points de plus par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE » soit 60 milliards de trop.

➔ M Farandou a donc réactivé le conclave Bayrou, en faisant attention à éviter un vocabulaire qui fâche et en partant de ce qui n'avait pas été réglé à l'époque (carrières longues,...). Ce conclave (FO et la CGT n'y étaient pas) avait acté de discuter **réforme à points** (votée par le congrès de Tours de la CFDT en 2010) **et « d'une dose de capitalisation ».**

Simultanément les dispositifs de solidarité comme la pension de réversion, qui réduit les inégalités pour les femmes, sont sur la sellette.

SANTE

- **Immédiat : il y a une foule de mesures d'économies dans le PLFSS Bayrou - Lecornu** : gel des prestations sociales : RSA, APL, AAH..., gel du barème de la CSG, ONDAM fixé à seulement 1,6%, porté à un très insuffisant 2 % par amendement, nouveau doublement et extension des franchises, attaque contre les ALD (maladies chroniques), contre les arrêts de travail, augmentation des cotisations aux complémentaires, budget autonomie très insuffisant, *comme la prise en charge des maladies mentales,, réduction des investissements,...*

- **Systémique. Nous avons vu que l'ONDAM est historiquement faible. Il y a une stratégie derrière pour y parvenir.**

Pour la CNAM (Caisse nationale d'Assurance maladie) « l'Organisation de l'activité hospitalière doit être au service de son équilibre économique » et non des besoins des patients et des

personnels. L'ambulatoire doit passer de 64 à 83 % (donc suppression de lits et de personnels) ; développement de la chirurgie dans des établissements libéraux sans hospitalisation, sans lits ; offensive contre les urgences hospitalières accusées d'un cout prohibitif (on peut discuter plein d'aspects, mais le flux tendu est le moins cher) ; aucune perspective pour la prise en charge des maladies mentales

○ Noter qu'il y a une campagne comme quoi c'est parce qu'on aurait plus d'administratifs qu'en Allemagne ou ailleurs que l'hôpital serait déficitaire. C'est prouvé faux tant par la FHF que l'AP-HM.

- Il va y avoir un débat sur le **partage des remboursements entre l'assurance maladie et les complémentaires.** Les patients souhaitent que cette part augmente vers le **remboursement à 100 % par la Sécurité sociale de la prévention et des soins prescrits.** La CNAM s'y oppose, ce n'est pas la politique de Macron et ses gouvernements.

- **Le débat si cher à Macron et Wauquiez sur l'allocation sociale unique** revient. Le prétexte c'est que « le travail doit payer mieux que l'assistance ». En réalité ils veulent baisser le « cout du travail » comme ils veulent réduire le cout des dispositifs de solidarité.

On ne sait pas ce qu'il va advenir du PLFSS, s'il va être voté ou non. Mais la ministre Amelie de Monchalin ne s'embarrasse pas de tels « détails ». Si l'Assemblée nationale ne vote pas le PLFSS, s'il n'y a pas de 49-3 pour l'imposer, **alors elle procédera par décrets, à commencer par le doublement des franchises.**

C'est ça la démocratie nous dit-on doctement du matin au soir, ne vous en mêlez pas braves gens !

AVEZ-VOUS REMARQUE ?

Relocalisations, fermetures d'entreprises et si on en parlait ?

Par Nathalie DULAC

Il y a quelques jours, lors d'un grand show, Macron recevait environ 200 chefs d'entreprises. Objectif affiché : montrer son soutien aux entreprises françaises et faire valoir son bilan en matière de nouveaux projets. Outre que le bilan annoncé intégrait des annonces déjà faites, la réalité est que la réindustrialisation marque le pas.

En effet, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que le solde ouvertures/fermetures d'entreprises est négatif cette année. Au premier semestre 2025, il y a eu deux fois plus de fermetures de sites que d'ouvertures (82 contre 44).

Bien sûr, la situation politique incertaine n'incite pas à la création de nouveaux projets. Mais la France paye aussi 30 ans de dénigrement de l'industrie au bénéfice des services. Cela au moment même où l'Union européenne à travers des accords de libre-échange se montrait conciliante avec des pays aux bas salaires et avec la Chine.

Résultat : avec leurs produits de mauvaise qualité mais à bas prix la Chine et les pays asiatiques notamment inondent notre marché hexagonal de produits bon marché qui intéressent d'autant plus les consommateurs que ceux-ci peinent à boucler leurs fins de mois. Voitures, vêtements, médicaments tout y passe. Il serait temps que nos entrepreneurs, au lieu de plébisciter la politique de l'offre de Macron et ses baisses de charge, comprennent que la meilleure réponse à cette situation ce serait d'augmenter les salaires (et pas seulement le SMIC) afin de permettre aux clients potentiels de préférer la qualité au prix et donc de choisir des produits « made in France ».

BREVES SOCIALES

A Poissy, la direction s'organise pour vider l'usine.

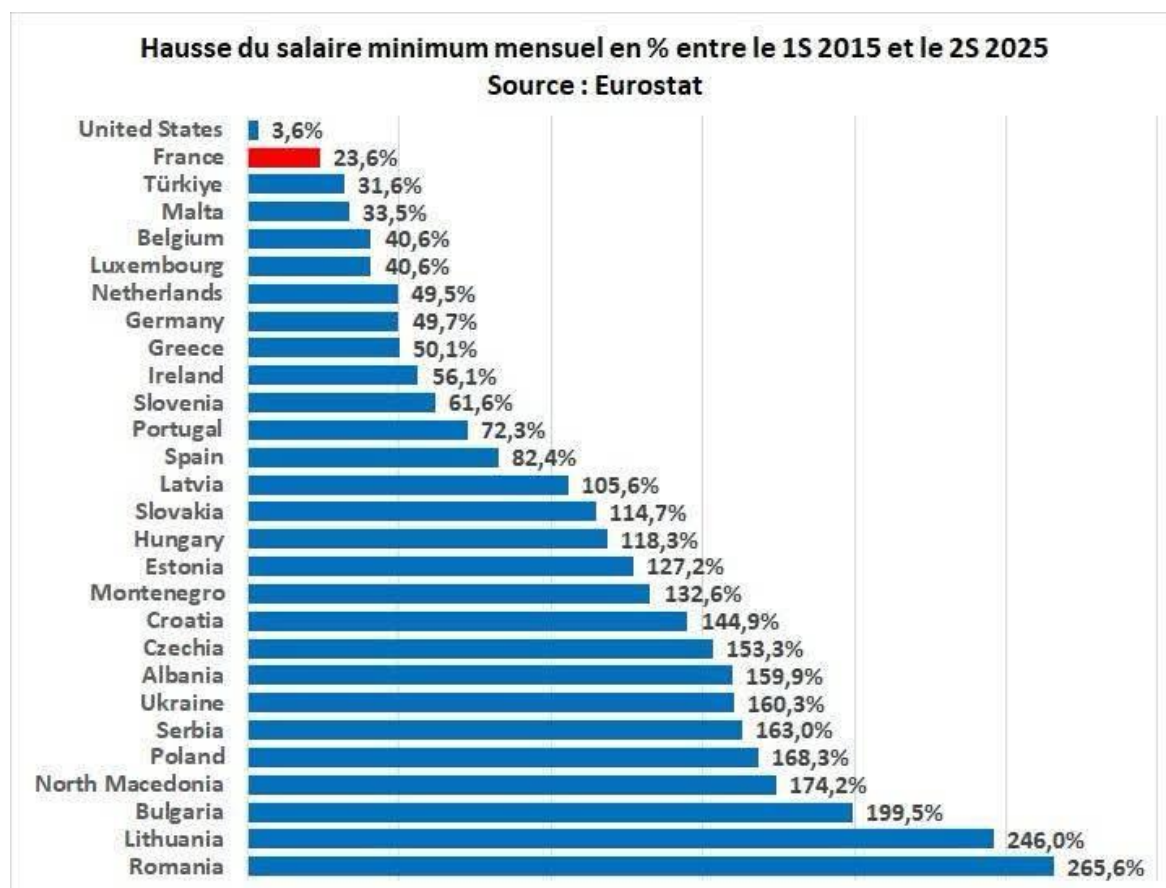
L'usine de Poissy (78) s'est appelée Simca, puis Chrysler puis Talbot puis Peugeot, puis PSA-Peugeot-Citroën, puis Groupe PSA. Enfin, en janvier 2021, le Groupe PSA fusionne avec le groupe Fiat Chrysler Automobiles et le centre de Poissy prend le nom de Stellantis (comme celui de Carrières-sous-Poissy).

La direction vient d'imposer plusieurs semaines d'arrêt de travail au prétexte d'un nécessaire déménagement de certains équipements, arrêt augmenté d'une semaine parce que l'usine ne vendrait pas assez de voitures. Etrange puisqu'à Poissy on assemble les DS 3 Crossback et Opel Mokka et qu'il y a une forte demande pour ces dernières particulièrement en Allemagne et au Royaume-Uni et que l'avenir du SUV d'Opel est assuré au moins jusqu'en 2029. Ce qui rassure certains syndicats tandis que d'autres posent la question : « Et après ? »

Beaucoup de salariés pensent que Stellantis va profiter de l'intervalle pour vider petit à petit l'usine. Et, à bien y regarder, ils n'ont pas tort. Il semble bien que Stellantis a déjà lâché Poissy.

Le marché qui rapporte le plus est celui des États-Unis. Stellantis a donc annoncé 13 milliards de dollars pour dixit « *l'investissement le plus important de l'histoire de l'entreprise aux États-Unis au bénéfice de tous les sites d'assemblage américains* ». En avril, Stellantis avait annoncé que la Citroën C3, l'une des meilleures ventes du constructeur, sera prochainement fabriquée en Serbie. Enfin le site de Kenitra, au Maroc, va devenir gigantesque : on y construira la nouvelle Smart-Cat avec un doublement de la capacité de production (passant à 400000 véhicules par an). Et en Slovaquie, le site produit 7 jours sur 7, 2' heures sur 24. Ça ne va pas si mal que ça pour Stellantis. Mais pour la France, c'est terminé.

Evolutions de salaire : cet intéressant graphique les compare en Europe (et aux États-Unis) en 10 ans, du 1^{er} semestre 2015 au 2^{ème} semestre 2025 ; plus révélateur qu'un long discours !



COUP DE GUEULE

M. Macron maquille sa capitulation sur le MERCOSUR

Par Patrick LE HYARIC (article paru dans La Terre)

Le président de la République prépare en douceur une capitulation en rase campagne sur le projet de traité de libre-échange Union européenne-Mercosur.

Après avoir dit, au salon de l'agriculture, en février dernier, qu'il considérerait cet accord comme un « mauvais texte » et qu'il « ferait tout pour qu'il ne suive pas son chemin, pour protéger cette souveraineté alimentaire française et européenne », il vient de dire, à la fin de la réunion du Conseil européen d'octobre dernier, que « tout va dans le bon sens » ajoutant « qu'on attend la finalisation ».

Des couloirs bruxellois des institutions européennes fuient des bruits selon lesquels le président français n'a, en réalité, jamais tenté de réunir une coalition contre ce traité malgré ses déclarations tonitruantes. Interrogeons-nous : que s'est-il passé au cours de ces derniers mois, qui permettent de dire que « tout va dans le bon sens » ? Rien ! Le texte n'a pas évolué d'une virgule.

Mais M. Macron justifie sa volteface en prétendant avoir obtenu « une clause de sauvegarde pour les filières fragiles ». Une incroyable farce ! En effet, cette fameuse « clause de sauvegarde » bien difficile à activer, est inscrite dans le traité depuis les discussions de... 2019. Un mensonge de plus !

Mieux encore, cette volte-face est le résultat d'un pacte avec l'Allemagne qui milite pour le MERCOSUR depuis le début pour s'assurer de vendre toujours plus de voitures dans les pays d'Amérique Latine. Ce pacte consiste en l'acceptation par la France du traité MERCOSUR en échange de la promesse du gouvernement allemand d'acheter des armes européennes, - notamment Françaises- dans le cadre du réarmement du continent. On sacrifiera ici les paysans et la santé des citoyens-consommateurs en échange du renforcement du complexe militaro-industriel européen, mais surtout français. Voilà, le laid visage du capitalisme !

Avant la décision définitive lors du Conseil européen des 18 et 19 décembre prochains, le Parlement européen dans sa session qui se tiendra du 24 au 27 novembre prochains peut voter une résolution demandant à la Cour de justice européenne de statuer sur plusieurs points litigieux du texte, notamment la légalité de la scission du texte en deux volets : l'un commercial, l'autre de coopération. Ce dernier obligerait à faire approuver ce texte par tous les parlements nationaux.

Interpeller les parlementaires européens est donc un devoir de vigilance.

Il faut que la présidente de la Commission européenne annule son voyage en Amérique du Sud prévu le 20 décembre pour signer ce forfait contre les paysans-travailleurs, la vie rurale, l'industrie et la santé.

FLASH

L'Assemblée nationale a voté à la quasi-unanimité une résolution appelant le gouvernement à ne pas approuver le projet de traité « Mercosur ». Rappelons que la ratification de l'accord au niveau européen qui devrait intervenir le 18 décembre n'exige qu'une majorité qualifiée de 15 états sur 27 représentant 65 % de la population européenne. La France si elle décide de voter « non » comme le demandent les députés trouvera-t-elle assez d'alliés pour repousser ce projet d'accord ? Réponse dans quelques jours.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE